

Publications périodiques

Comptes annuels

AUXIFIP

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 81 912 460 euros
Siège social : 12 Place des États Unis CS 30002, 92548 Montrouge Cedex
602 055 345 RCS NANTERRE

Comptes individuels au 31/12/2017 l'Assemblée générale mixte du 22 mai 2018

I. — Bilan au 31 décembre 2017

(en milliers d'euros)

Actif	2017	2016
Caisse, banques centrales, ccp	13	
Créances sur les établissements de crédit	243 349	108 314
- à vue	212 172	75 201
- à terme	31 177	33 113
Operations avec la clientèle	2 378 678	2 251 288
Part dans les entreprises liées	57 416	57 416
Crédit-bail et location avec option d'achat	762 564	822 517
- Immobilisations louées et immos en cours	746 108	803 257
- Immobilisations non louées après résiliation	0	0
- Créances rattachées et douteuses	16 456	19 260
Location simple	974	2 107
- Immobilisations louées et immos en cours	0	0
- Immobilisations non louées après résiliation	0	0
- Créances rattachées et douteuses	974	2 107
Immobilisations incorporelles	889	1 061
Immobilisations corporelles	0	0
Autres actifs	92 993	86 692
Comptes de régularisation	55 741	49 182
Total de l'actif	3 592 617	3 378 577
Passif	2017	2016
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	3 230 392	3 075 609
- à vue		26 300
- à terme	3 230 392	3 049 309
Opérations avec la clientèle	1 327	226
Dettes représentées par un titre	10 000	10 000
Autres passif	119 563	114 093
Comptes de régularisation	134 998	96 727
Provisions pour risques et charges	6 882	9 173
Subventions d'investissements	0	0
Provisions réglementées	0	0
Capitaux propres	89 455	72 749
- Capital souscrit	81 912	81 912
- Primes de fusion et d'émission	1 773	1 773
- Réserves	1 041	1 041
- Report à nouveau (+/-)	-11 977	-12 841
- Résultat de l'exercice (+/-)	16 706	864
Total du passif	3 592 617	3 378 577
Hors-bilan	2017	2016
1° Engagements donnés	1 153 004	1 639 909
Engagements de financement	216 827	734 462
Engagements en faveur d'établissements de crédit	0	0
Engagements en faveur de la clientèle	216 827	734 462
Engagements de garantie	15 816	19 144
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	15 816	19 144
Engagements d'ordre de la clientèle	0	0
Engagements sur titres		
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise	0	0
Autres engagements donnés	0	0
Engagements donnés sur instruments financiers à terme	290 549	317 638
Engagements sur instruments de taux d'intérêt	290 549	317 638
Engagements sur instruments de change	0	0

Autres engagements	629 812	568 665
2° Engagements reçus	1 494 522	1 647 136
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit	105 158	32 612
Engagements reçus clientèle	0	0
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédit	1 389 364	1 614 524
Engagements reçus clientèle	0	0
Engagements sur titres		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise	0	0
Autres engagements reçus	0	0
Engagements reçus sur instruments financiers à terme		
Engagements sur instruments de taux d'intérêt		
Engagements sur instruments de change	0	0

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2017

(en milliers d'euros)	2017	2016
+ Intérêts et produits assimilés	76 120	69 605
- Intérêts et charges assimilés	-67 412	-70 982
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	92 868	126 234
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés	-88 301	-108 299
+ Produits sur opérations de location simple	192	86
- Charges sur opérations de location simple	-38	-1 016
+ Revenus des titres à revenu variable (produits)	1	2
+ Commissions (produits)	10 804	3 149
- Commissions (charges)	-678	-818
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-19	-48
+/- Gains ou pertes sur opérations de placement et assimilés	0	0
+ Autres produits d'exploitation bancaire	4 596	4 109
- Autres charges d'exploitation bancaire	-204	-33
Produit net bancaire	27 929	21 989
- Produits généraux d'exploitation	139	465
- Charges générales d'exploitation	-11 216	-11 591
- Dotations aux amort. et aux prov. sur immob. corporelles et incorporelles	-272	-286
Résultat brut d'exploitation	16 580	10 577
+/- Coût du risque	3 968	-9 590
Résultat d'exploitation	20 548	987
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
Résultat courant avant impôt	20 548	987
- Impôt sur les bénéfices	-3 842	-123
Résultat net	16 706	864

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide d'affecter le résultat de l'exercice 2017 de 16 705 760,68 € de la façon suivante :

- Affectation à la réserve légale pour un montant de 236 381,77€ ;
- Affectation au report à nouveau pour un montant de 16 469 378,91€.

Le montant de la réserve légale, après affectation, s'élèverait à 600 598,16€ ;
Le montant du report à nouveau, après affectation, s'élèverait à 4 491 253,68€.

Rappel des dividendes distribués

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois précédents exercices.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexes

Note 1 Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice

1.1. Cadre juridique et financier

La société AUXIFIP S.A. est une société anonyme agréée en qualité d'établissement financier, et soumise aux dispositions de la loi bancaire du 24 Janvier 1984 relative au contrôle, et à l'activité des établissements de crédit.

La société AUXIFIP S.A. est détenue à 99,99 % par la société Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. et participe au périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A. et fait également partie de son périmètre d'intégration fiscale.

AUXIFIP S.A. propose un ensemble de formules contractuelles de financement des marchés de fournitures ou de travaux, des délégations de service public ou encore d'ouvrages mis à disposition des personnes publiques, dans le cadre de conventions d'occupation domaniale (police, gendarmerie, justice). L'ensemble de son activité se déroule en France.

1.2. Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2017

Néant.

1.3. Evénements postérieurs à l'exercice 2017

Depuis le 31 décembre 2017, aucun événement significatif susceptible de remettre en cause la sincérité des comptes de l'exercice 2017 n'est à signaler.

Note 2 Principes et méthodes comptables

Les états financiers d'AUXIFIP S.A. sont établis dans le respect des principes comptables applicables aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit agricole.

La présentation des états financiers d'AUXIFIP S.A. est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit. Le règlement de l'ANC n° 2015-06 modifie la comptabilisation au bilan du mali technique de fusion ainsi que son suivi dans les comptes sociaux. Le mali ne doit plus être comptabilisé globalement et systématiquement au poste « Fonds commercial » ; Il doit être comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

2.1 Opérations de Crédit-Bail

Le poste « Crédit-bail et location avec option d'achat » recense les rubriques suivantes :

- immobilisations louées et non louées nettes d'amortissements comptables ;
- dépréciation des actifs immobilisés ;
- immobilisations en cours de construction ;
- avances et acomptes versés aux fournisseurs ;
- créances douteuses nettes de provisions ;
- indemnités de résiliations nettes de provisions ;
- créances rattachées ;
- produits à recevoir.

Par ailleurs, les dispositions en matière d'opérations consortiales sont respectées. La société, qu'elle ait la position de chef de file ou de participant, enregistre la quote-part de financement qu'elle a réalisée et, au hors-bilan, sa quote-part de risque.

Le crédit-bail et la location simple sont composés des mêmes natures de poste, des mêmes méthodes d'évaluation et de règles de provisionnement identiques. L'amortissement comptable est calculé par matériel en fonction de sa durée de vie économique dans les limites du minimum et du maximum fiscalement autorisé. La différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable forme l'essentiel de la réserve latente. Le secteur "location simple" représente l'activité d'origine d'AUXIFIP S.A., qu'elle exerce depuis 1983

Immobilisations

- Valeur brute & amortissements

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont retenues pour leur coût d'acquisition, quelle que soit la date d'acquisition.

Les immobilisations acquises avant le 31 décembre 2013 sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation. Le mode et la durée d'amortissement par catégorie d'immobilisations sont les suivants :

Catégorie	Durée	Mode
Autres immobilisations corporelles :		
- Agencements et aménagements divers	10 ans	Linéaire
- Matériel informatique	5 ans	Linéaire ou dégressif
- Mobilier de bureau	10 ans	Linéaire
- Matériel de transport	5 ans	Linéaire
- Matériel administratif	5 ans	Linéaire

A compter du 1er janvier 2014, la société AUXIFIP SA a opté pour l'amortissement financier des biens acquis destinés à la location. Les contrats éligibles à l'amortissement financier sont les opérations de crédit-bail ou de Location avec option d'achat.

Cette option permet d'amortir le capital prêté sur la durée de la location.

- Traitement comptable des ITNL

Les immobilisations temporairement non louées sont valorisées à la VNC de la date du passage en ITNL ou à la valeur vénale si cette dernière est inférieure à la VNC par le biais d'une provision.

2.2 Créances clients et comptes rattachés

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont désormais étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

La mise en place du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif au traitement comptable du risque de crédit a conduit AUXIFIP S.A. à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles suivantes :

Créances restructurées

Ce sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.), afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Par conséquent, sont exclues des créances restructurées :

- les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité ;
- les créances dont le tableau d'amortissement théorique est modifié du fait de l'application d'une option ou clause contractuelle prévue initialement au contrat.

Par rapport à l'encours de crédits comptabilisé au bilan d'AUXIFIP S.A., le montant des crédits restructurés n'étant pas significatif, aucune décote n'a été comptabilisée lors de l'enregistrement de tels prêts.

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins pour les entreprises du secteur privé, de plus de six mois pour les entreprises du secteur immobilier et de plus de neuf pour les administrations et les collectivités locales.
- la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement (existence de procédures d'alerte, par exemple).
- il existe des procédures contentieuses (surendettement, redressement judiciaire, liquidation judiciaire) entre l'établissement et sa contrepartie.

Parmi les encours douteux, AUXIFIP S.A. distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. Les intérêts contractuels ne sont plus comptabilisés après le transfert en encours douteux compromis.

- **Créances douteuses non compromises :**

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

Dépréciations au titre du risque de crédit avéré

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par AUXIFIP S.A. par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

La dépréciation des impayés HT est calculée après imputation des avoirs (HT) et du solde du compte courant, et de la contre-garantie, le cas échéant. Le taux de provisionnement appliqué est fonction de la nature de l'impayé et selon des règles fixées par le département du contrôle des risques.

Le taux de dépréciation appliqué est fonction de la nature de l'impayé et selon les règles fixées par le département du contrôle des risques.

La dépréciation calculée sur une créance douteuse est enregistrée en coût du risque. Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sont inscrites en coût du risque ; l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de dépréciation étant inscrite dans la marge d'intérêt.

Dépréciation pour risque de re-commercialisation

Une dépréciation pour risque de re-commercialisation est comptabilisée au titre des matériels loués par des clients faisant l'objet d'une provision pour dépréciation de créances.

Cette dépréciation est calculée par différence entre la VNC et la valeur vénale des biens.

2.3 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ;
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celle-ci inclut notamment la clientèle financière).

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.4 Subventions

Les subventions reçues sont destinées à être rétrocédées au client. Elles sont comptabilisées dans le poste « autres passifs ».

2.5 Provisions

AUXIFIP S.A. applique l'ANC 2014-03 du 05 juin 2014 sur les passifs concernant la comptabilisation et l'évaluation des provisions entrant dans le champ d'application de ce règlement.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux litiges et aux risques divers.

2.6 Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du Titre 5 Les instruments financiers à terme du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

Opérations de couverture :

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global d'Auxifip S.A. (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique : « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les produits utilisés sont

- les swaps emprunteurs et prêteurs à taux fixe, utilisés dans le cadre d'une stratégie de macro-couverture du portefeuille de contrats de location à taux fixes ;
- les caps et floors, souscrits dans le cadre d'une stratégie de micro-couverture de taux ;

Les engagements résultant de la conclusion de ces contrats sont inscrits dans les comptes de hors-bilan pour leur montant notionnel.

Les charges et les produits sur un même contrat ne sont pas compensés, conformément aux règles de comptabilisation du groupe Crédit Agricole.

Les intérêts à recevoir ou à payer sont calculés prorata temporis.

Opérations en devises

Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêté ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les charges et les produits payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction ; les charges et produits courus mais non payés ou perçus sont convertis au cours de clôture.

2.7 Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

2.8 Impôt sur les bénéfices

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels. La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Les crédits d'impôt sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur le bénéfice » du compte de résultat.

Auxifip SA a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

En raison de l'objectif du législateur de permettre la diminution des charges de personnel par le Crédit d' Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), Auxifip SA a fait le choix de comptabiliser le Crédit d' Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (article 244 quater C du Code général des impôts) en déduction des charges de personnel et non en diminution de l'impôt.

Note 3 Créances sur les établissements de crédit - analyse par durées résiduelles

(en milliers d'euros)	Durées résiduelles				Total	Créances	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Etablissements de crédit	9 031	0	0	0	9 031	0	9 031	9 557
Comptes et prêts :								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
- à terme	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances partenaires sur contrats en pools	9 031	0	0	0	9 031	0	9 031	9 557
Opérations internes au crédit agricole	204 212	1 242	11 739	17 125	234 318	0	234 318	98 757
Comptes et prêts :								
- à vue	203 141	0	0	0	203 141	0	203 141	65 644
- à terme	1 071	1 242	11 739	17 125	31 177	0	31 177	33 113
- JJ	0	0	0	0	0	0	0	0

Total des créances ets de crédit	213 243	1 242	11 739	17 125	243 349	0	243 349	108 314
----------------------------------	---------	-------	--------	--------	---------	---	---------	---------

Note 4 Opérations avec la clientèle - analyse par durées résiduelles

(en milliers d'euros)	Durées résiduelles				Total en principal	Créances rattachées	Créances douteuses	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans					
Opérations avec la clientèle	108 104	201 524	850 163	1 202 769	2 362 560	5 095	11 023	2 378 678	2 251 288
Créances	108 104	201 524	850 163	1 202 769	2 362 560	5 095	11 023	2 378 678	2 251 288

Note 5 Titres de participation et de filiales

Nom	Siège	Forme juridique	% de capital détenu	Valeur nette comptable des titres	Capital social	Montant des capitaux propres	Résultat du dernier exercice	QP situation financière
UNIFERGIE	12 Place des Etats Unis 92548 Montrouge	S.A.	58.89	57 371 285	24 375 165	129 917 625	1 678 523	988 482
SAS Immobilière Claude DECAEN	12 Place des Etats Unis 92548 Montrouge	S.A.S	100	37 000	37 000	110 070	4 953	4 953
INDUSTELEC service IDF	1/3 Rue du Passeur de Boulogne 92861 Issy les Moulineaux		1,68	7 600	900 296			
Total				57 415 885				

Note 6 Variations de l'actif immobilisé

6.1 Opérations de crédit-bail et assimilés

- Immobilisations en crédit-bail et assimilés louées :

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Transfert	Valeur fin d'exercice
Valeur brute	1 320 577	25 713	-28 279	-15 497	1 302 514
- Amortissements	-513 759	-70 084	11 990	15 477	-556 376
- Dépréciations sur actifs	-3 561	-30	3 561	0	-30
Valeur nette	803 257	-44 401	-12 728	-20	746 108

Dont 629 812 K€ apportés en garantie à Crédit Agricole S.A. dans le cadre de la participation du Groupe Crédit Agricole aux refinancements accordés par la Banque Centrale Européenne. La société AUXIFIP S.A. conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

- Immobilisations en crédit-bail et assimilés non louées après résiliation :

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Transfert	Valeur fin d'exercice
Valeur brute	159	0	-15 501	15 497	155
- Amortissements	-159	111	15 370	-15 477	-155
- Dépréciations sur actifs	0	0	0	0	0
Valeur nette	0	111	-131	20	0

- Créances douteuses et rattachées liées aux opérations de crédit-bail :

Rubriques (en milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Créances rattachées	13 893	0	13 893
Créances douteuses compromises	2 456	467	1 989
Créances douteuses non compromises	900	326	574
Créances totales	17 249	793	16 456

- Encours de crédit brut ventilé par agents économiques et durées résiduelles :

En application du règlement Article 1124-29 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, nous vous présentons ci-dessous les encours de crédit brut ventilé (source financière) selon deux critères ; le premier par agents économiques et le second par durées résiduelles.

Les encours douteux compromis correspondent aux encours contentieux qui regroupent les dossiers dont la déchéance du terme a été prononcée.

- par agents économiques :

(en milliers d'euros)	
Stés non financières	232 125
Entrepreneurs individuels	0
Société assurances	0
Administrations privées	2 190
Administration centrale	2 768
Administrations Publiques	622 406
Administration sécurité sociale	80 103
Clientèle financière	

Total encours financier	939 592
-------------------------	---------

- par durées résiduelles :

(en milliers d'euros)	<= 3 mois	> 3 mois & <= 1 an	> 1 an & <= 5 ans	> 5 ans	Total
Encours financiers	11 159	36 119	168 624	723 690	939 592

6.2 Opérations de location simple

- Variation des immobilisations louées en location simple :

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Transfert	Valeur fin d'exercice
Valeur brute	1 394	0	-214	-482	698
- Amortissements	-1 393		214	482	-697
- Dépréciations sur actifs	-1	0			-1
Valeur nette	0	0	0	0	0

- Immobilisations en location simple non louées après résiliation :

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Transfert	Valeur fin d'exercice
Valeur brute	11	0	-482	482	11
- Amortissements	-11		482	-482	-11
- Dépréciations sur actifs	0				0
Valeur nette	0	0	0	0	0

- Créances clients liées aux opérations de location simple :

Rubriques (en milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Créances rattachées	737	0	737
Créances douteuses compromises	196	169	27
Créances douteuses non compromises	1 311	1 101	210
Créances totales	2 244	1 270	974

6.3 Immobilisations corporelles et incorporelles

- Immobilisations propres (en milliers d'euros) :

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Transfert	31/12/2017
Immobilisations corporelles	652	0	0	0	652
-Amortissement	-652	0	0	0	-652
= Valeur nette	0	0	0	0	0

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Transfert	31/12/2017
Immobilisations incorporelles (1)	6 545	100		0	6 645
-Amortissement & provision	-5 484	-272	0	0	-5 756
= Valeur nette	1 061	-172	0	0	889

(1) dont 3811 K€ de fonds de commerce déprécié en totalité.

Note 7 Autres actifs et comptes de régularisation

7.1 Autres Actifs

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016
Autres Actifs		
Créances sur l'Etat : TVA	944	2 187
Créances sur l'Etat : acompte sur IS	0	2 444
Dépôts de garantie versés	45 653	59 940
Partenaires pools (opérations non dénouées)	45 833	14 182
Personnel	7	7
Fournisseurs : avances et acomptes	1	7 275
Autres débiteurs divers	555	657
Total	92 993	86 692

7.2 Comptes de régularisation

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016
Actif		
Charges constatées d'avance	0	0
Produits à recevoir sur instruments financiers	0	0
Produits à recevoir sur frais généraux	25	1
Autres comptes de décaissement	55 716	49 181
Ecarts de conversion Actif	0	0
Swaps de devises	0	0
Total	55 741	49 182

Note 8 Dettes envers les établissements de crédit

Analyse par durées résiduelles

Rubriques (en milliers d'euros)	Durées résiduelles				Total en principal	Dettes rattachées	Total 2017	Total 2016
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Etablissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes et emprunts :								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
- à terme	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts / opérations de syndication								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
- à terme	0	0	0	0	0	0	0	0
Partenaires à reverser	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations internes	390 559	210 427	1 017 621	1 605 843	3 224 451	5 941	3 230 392	3 075 609
Comptes ordinaires :								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes et emprunts :								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	26 300
- à terme	371 323	142 098	680 386	779 288	1 973 095	3 629	1 976 724	1 969 117
Emprunts / syndication								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
- à terme	19 236	68 330	337 235	826 555	1 251 356	2 312	1 253 668	1 080 192
Total des dettes	390 559	210 428	1 017 621	1 605 843	3 224 451	5 941	3 230 392	3 075 609

Note 9 Comptes créditeurs de la clientèle

Analyse par durée résiduelle

Rubriques (en milliers d'euros)	Durées résiduelles				Total en principal	Créances rattachées	Total 2017	Total 2016
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an > 5 ans	> 5 ans				
Clientèle	1 327	0	0	0	1 327	0	1 327	226
Comptes créditeurs à terme	1 327	0	0	0	1 327	0	1 327	226

Note 10 Dette représentée par un titre

(en milliers d'euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres du marché interbancaire	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de créances négociables (1)	10 000	0	0	0	10 000	0	10 000	10 000
Emprunts obligataires	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0	0	0
Valeur au bilan	10 000	0	0	0	10 000	0	10 000	10 000

Note 11 Autres passifs et comptes de régularisation

11.1 Autres Passifs

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016
Dettes sur l'état : TVA	1 707	3 188
Dettes sur l'état : IS	3 719	0
Dépôts et cautions reçus	1 983	1 991
Partenaires pools (opérations non dénouées)	28 891	25 355
Subventions à reverser	59 225	60 137

Organismes sociaux	1	3
Personnel	0	1
Avance-preneur à reverser	573	654
Fournisseurs et comptes rattachés	3 193	5 086
Clients créditeurs	960	854
Créditeurs divers	19 311	16 824
Total	119 563	114 093

11.2 Comptes de régularisation

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016
Passif		
Charges à payer sur instruments financiers	1 979	2 089
Produits constatés d'avance	3 905	3 237
Autres charges à payer	2 448	1 262
Autres comptes d'encaissement	126 666	90 139
Total	134 998	96 727

Note 12 Provisions

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2016	Dotation	Reprise	Utilisation	31/12/2017
Risques opérationnels	272		-137	0	135
Risques techniques (1)	8 899		-2 152	0	6 747
Charges de retraite	2		-2	0	0
Engagements sociaux	0			0	0
Total	9 173	0	-2 291	0	6 882

Note 13 Variation des capitaux propres

- Capital souscrit

Le montant du capital souscrit de 81 912 460 € se décompose en 963 676 titres d'une valeur nominale de 85 euros.

Le capital ne comporte que des titres nominatifs, avec égalité du droit de vote par titre.

Il n'existe ni catégorie particulière, ni obligations convertibles ou titres similaires.

Le capital souscrit est entièrement libéré.

Au 31/12/2017, l'actionnariat se répartit ainsi :

	nombre de titres	% du capital
CALEF	963 674	99,99%
Personnes physiques et morales autres	2	NS
Total	963 676	100,00%

- Variation des Capitaux propres

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant au 31/12/2016	Affectation du résultat de 2016	Affectation réserves	Résultat 2017	Montant au 31/12/2017
Capital	81 912	0	0	0	81 912
Réserve légale	364	0	0	0	364
Réserve statutaire	155	0	0	0	155
Autres réserves	522	0	0	0	522
Prime d'apport	1 158	0	0	0	1 158
Prime de fusion	615	0	0	0	615
Sous total	84 727	0	0	0	84 726
Report à nouveau	-12 841	864	0	0	-11 977
Résultat de l'exercice	864	-864	0	16 706	16 706
Total	72 750	0	0	16 706	89 455

Note 14 Hors-bilan

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016
Engagements reçus	1 494 522	1 647 136
<i>Accord de refinancement Lixxcrédit</i>	0	0
<i>Des Caisses Régionales / contrats en syndication</i>	105 158	32 612
Engagements de financement	105 158	32 612

Engagement de garantie reçus d'établissement de crédit	1 229 364	1 414 524
Engagements de garantie CASA - EVERGREEN MONTROUGE SAS	160 000	200 000
Engagements donnés	232 643	753 606
<i>Engagements de signature</i>	216 827	734 462
Engagements de financement	216 827	734 462
<i>Engagements de garantie aux CR</i>	8 016	10 218
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	7 800	8 926
Engagements de garantie	15 816	19 144
Engagements reçus sur instruments financiers à terme	0	0
<i>Opérations de Caps, Floors, taux emprunteur</i>	0	0
Engagements sur instruments de taux d'intérêt	0	0
Engagements donnés sur instruments financiers à terme	290 549	317 638
<i>Opérations de SWAP, taux emprunteur</i>	290 549	317 638
Engagements sur instruments de taux d'intérêt	290 549	317 638
Engagements reçus sur opérations de change à terme	0	0
<i>Devises à recevoir contre Euros à livrer</i>	0	0
Engagements sur change à terme	0	0
Engagements donnés sur opérations de change à terme	0	0
<i>Euros à recevoir contre devises à livrer</i>	0	0
Engagements sur change à terme	0	0
Autres engagements donnés	629 812	568 665
<i>Engagements BCE</i>	629 812	568 665
Engagements SFEF		
Valeurs données en garantie	629 812	568 665
Engagements donnés	1 153 004	1 639 909
Engagements reçus	1 494 522	1 647 136

Créances apportées en garantie dans le cadre des refinancements des établissements de crédit accordés par la Banque Centrale Européenne.

Le groupe Crédit Agricole est éligible aux refinancements accordés par la Banque Centrale Européenne dans le cadre de la procédure sécurisée et automatisée dénommée Traitement Informatisé des Créances Privées (TRICP).

Dans ce contexte, AUXIFIP S.A., filiale du Crédit Agricole S.A. apporte des créances en garantie à CASA, qui les apporte ensuite à la Banque Centrale pour garantir les prêts que cette dernière octroie au groupe.

Au total, 629 812K€ de créances ont été apportés en garantie par l'intermédiaire de CASA.

La société AUXIFIP S.A. conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

Engagements sur instruments financiers à terme

Conformément à l'avis 2004-21 du 27 octobre 2004, les informations concernant les instruments financiers dérivés sont exposées ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Durées résiduelles			Notionnel	Réescompte	Valorisation à la juste valeur pied de coupon
	< 1 an	> 1 an < 5 an	> 5 ans			
Swaps de taux	50 000	61 309	173 752	285 061	1 915	-44 358
Caps	204	892	4 392	5 488	0	37
Floors				0		

Note 15 Produits nets d'intérêts et revenus assimilés

(en milliers d'euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Intérêts et Charges / Produits assimilés	169 180	155 751	13 429	195 925	180 297	15 630
* Opérations de trésorerie et interbancaire	10 211	66 604	-56 393	208	70 373	-70 165
* Opérations avec la clientèle	65 909	808	65 101	69 397	609	68 788
* Opérations de crédit-bail	92 868	88 301	4 567	126 234	108 299	17 936
* Opérations de location simple	192	38	154	86	1 016	-930

Note 16 Revenu des titres

Nom (en milliers d'euros)	% de capital détenu	Valeur nette comptable des titres	Dividendes reçus en 2017
INDUSTELEC service IDF	1,68	8	1
Total			1

Note 17 Produits / charges liés aux commissions

Type de commissions	Commissions
---------------------	-------------

(en milliers d'euros)	Reçues en 2017	Reçues en 2016	Versées en 2017	Versées en 2016
Sur opérat. avec les étab. de crédit :				
Commissions sur Acte de gestion	660	294	0	0
Commissions d'apport	0	0	445	580
Commissions de garantie	35	0	217	228
Commissions sur frais de dossiers	10 109	2 855	0	0
Sur autres services d'exploitation bancaire	0	0	16	10
Sur refinancement	0	0	0	0
Total	10 804	3 149	678	818

Note 18 opérations sur instruments financiers à terme

Type d'opération (en milliers d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Opération de gré à gré		
- Opérations de change	-19	-48
Total	-19	-48

Note 19 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

Rubriques (en milliers d'euros)	Charges	Produits
Subventions virées au résultat	0	1 921
Divers	204	2 674
Total	204	4 595

Note 20 Autres produits et charges d'exploitation

(en milliers d'euros)	Montant 2017	Montant 2016
Autres produits d'exploitation	139	465
Impôts et taxes	-1 730	-1 460
Salaires	8	-20
Charges sociales	3	-4
Intéressement	0	-1
Participation	0	-1
Impôts et taxes	1	-16
Frais publicité, télécommunication et de mission	-5	-6
Honoraires (1)	-78	-88
Refacturation groupe / Sous traitance administrative	-9 374	-9 967
Divers autres charges d'exploitation	-41	-28
Autres charges d'exploitation	-11 216	-11 591
Solde produits/charges exploitation	-11 077	-11 126

(1) Ce montant intègre les honoraires des commissaires aux comptes pour 78K€ liés à la certification des comptes. Il se répartit respectivement pour 38K€ pour le Cabinet Mazars & Guerard ainsi que 38 K€ pour le Cabinet Ernst & Young (soit une différence de 2K€ avec la lettre de mission initiale correspondant à des charges et des débours complémentaires).

Note 21 Cout du risque

Rubriques (en milliers d'euros)	Dotations	Reprises	Net des dotations et reprises
Dépréciation des prêts	-1 973	6 763	4 790
Dépréciation pour clients douteux et contentieux	-682	263	-419
Provision pour risques divers	-831	2 983	2 152
Total I	-3 486	10 008	6 523
Pertes sur créances couvertes par des provisions			-2 365
Récupérations sur créances amorties			77
Honoraires et frais contentieux			-267
Total II			-2 555
Solde en perte des corrections de valeurs sur créances			3 968

Note 22 Opérations effectuées avec les entreprises liées et les participations.

Rubrique (en milliers d'euros)	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
	Opérations avec les entreprises liées et les participations	Opérations avec les entreprises liées et les participations
Créances	394 366	299 287
Sur les établissements de crédit et institutions financières	233 941	98 756
Sur la clientèle	160 425	200 531

Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Dettes	724 736	1 114 673
Sur les établissements de crédits et institutions financières	724 736	1 114 673
Sur la clientèle	0	0
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	0	0
Engagements donnés	928 377	896 521
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	0	0
Engagements de financement en faveur de la clientèle	0	0
Garanties données à des établissements de crédit	298 565	327 856
Garanties données à la clientèle	0	0
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise	0	0
Autres engagements donnés	629 812	568 665

Note 23 Situation fiscale latente et conditionnelle

- Situation fiscale : reports déficitaires

A l'issue de l'exercice 2017, la société dispose de reports déficitaires à hauteur de 36 384K€.

- Incidence des dispositions fiscales

En ce qui concerne les décalages constatés dans le temps entre l'impact fiscal et comptable de certaines composantes du bilan, il convient de signaler qu'au 31 décembre 2017, aucune dette fiscale future n'est à constater.

- Dettes et créances d'impôts différés

Rubrique (en milliers d'euros)	Base	Taux	Actif	Passif
Réserve latente	246 665	34,43%		84 927
Actualisation de créances	-32	34,43%		-11
Provision sociale	30	34,43%		10
Provision financière	-5 900	34,43%		-2 031
Activation charges et produits directs IAS	-23 327	34,43%		-8 032
Fonds de commerce CEPME	3 811	34,43%	1 312	
Indemnité de résiliation	3	34,43%	1	
ID sur gains / pertes actuariels	2	34,43%	1	
Indemnités de rupture anticipée	15	34,43%	5	
Provision contagion	6	34,43%	2	
Provision contrôle fiscal	1 524	34,43%	525	
Report déficitaire	36 384	34,43%	12 527	
Réserves IAS	10	34,43%	3	
Impact retournement report déficitaire			-1 714	
Impact retournement réserve latente				-10 241
Total	259 190		12 662	64 622
ID 2016			18 677	66 222
Variation ID 2017/2016			-6 015	-1 600
Variation nette IDA 2017/2016				-4 415

Les actifs et passifs d'impôt différé doivent être évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Autres informations

- Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société
CREDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING S.A.
12 place des Etats Unis
92548 MONTRouGE CEDEX

CREDIT AGRICOLE S.A.
12 place des Etats Unis
92548 MONTRouGE CEDEX

- Ventilation de l'effectif moyen
La société AUXIFIP S.A. n'emploie aucun salarié.

- Organes de direction, d'administration ou de surveillance, montant global pour chaque catégorie
Il n'a pas été alloué de rémunération au titre des fonctions de Président, ni de jetons de présence aux membres du conseil d'administration, au cours de l'exercice 2017.

Note 24 Notes sur la comptabilité financière

Méthode de comptabilité financière

Le résultat financier est calculé après amortissement financier, ce dernier étant égal à la part du loyer HT affectée à l'amortissement du montant initial financé, après rémunération à un taux de placement déterminé du capital restant dû.

Les loyers sont perçus d'avance et la méthode retenue pour calculer l'amortissement financier est celle dite à "intérêts perçus d'avance", le premier loyer incluant une part d'intérêts. La valeur résiduelle, si elle existe, est considérée comme un dernier loyer, intégralement affecté à l'amortissement du capital investi.

En comptabilité financière, les loyers sont enregistrés à leur date d'exigibilité avec prorata temporis.

Les encours financiers des dossiers à caractère douteux ou litigieux font l'objet d'un complément d'amortissement financier pour couvrir la perte probable évaluée en fonction de la valeur de revente du matériel.

Le résultat financier dégagé peut être supérieur au bénéfice social, ceci étant essentiellement dû à la différence entre les amortissements financiers et les amortissements fiscaux pratiqués.

Cet excédent permet de constituer une réserve non apparente qualifiée de "réserve latente", essentiellement constituée par la différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable des mêmes biens donnés en location.

- Variation de la réserve latente

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 2017	Montant 2016	Variation
Valeur brute des immobilisations	1 305 086	1 322 143	-17 057
Subventions	-59 225	-60 137	912
Valeur nette financière (1)	927 575	958 415	-30 840
Valeur nette comptable	680 910	740 021	-59 111
Réserve latente brute	246 665	218 394	28 271
Provisions financières contentieuses	-5 900	-10 144	4 244
Provision financière s/ITNL de + 1 an	0	0	0
Provisions sociales	30	3 561	-3 531
Réserve latente nette	240 795	211 811	28 984

(1) La valeur nette financière correspond au CRD corrigé du réescompte

Méthode de comptabilité sociale

Les sociétés pratiquant des opérations de crédit-bail ou de location longue durée peuvent amortir les matériels qu'elles donnent en location, conformément aux dispositions légales et réglementaires, c'est-à-dire qu'elles peuvent pratiquer des amortissements comptables de type dégressif ou linéaire.

L'amortissement effectivement retenu est compris entre le minimum linéaire et le maximum dégressif fiscalement autorisé. Les durées d'amortissement des immobilisations corporelles louées sont conformes à la réglementation en vigueur.

Passage du résultat social au résultat financier

(en milliers d'euros)	31-déc-17		
	Résultat	Réserves	Total
Situation nette sociale	16 706	72 749	89 455
Réserve latente nette de provisions financières contentieuses	28 984	211 811	240 795
IFRIC	-80	292	212
Impôts différés sur réserve latente	1 600	-75 193	-73 593
ID : décalages temporaires entre le résultat comptable et le résultat fiscal	-5 925	10 939	5 014
ID sur déficits à imputer	-90	16 738	16 648
Activation charges/produits directs IAS	-3 887	-19 301	-23 188
Lissage frais de dossiers	2 614	19 644	22 258
Perte actuarielle		-44	-44
ID / Perte actuarielle		15	15
Situation nette consolidée financière	39 922	237 649	277 571

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'Assemblée Générale de la société Auxifip,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Auxifip relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit de l'entité Crédit Agricole Leasing & Factoring.

Fondement de l'opinion

• Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie

« Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

• Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 24 de l'annexe des comptes annuels relative à la comptabilité financière présentant le résultat financier de l'exercice. Ce résultat est déterminé en tenant compte de l'amortissement financier des capitaux engagés sur la durée des contrats de crédit-bail. Nous rappelons que ce résultat donne une meilleure image de la rentabilité financière de votre société que le résultat social qui prend en compte les amortissements industriels des matériels loués.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de "audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

• Risque de crédit et dépréciation des créances douteuses

Risque identifié	Notre réponse
Une part importante du bilan est constituée de créances envers la clientèle. La société Auxifip comptabilise au titre du risque de crédit et de son portefeuille client, des dépréciations individuelles pour créances douteuses.	Nous avons examiné le dispositif mis en place par votre société pour identifier les créances douteuses et évaluer leur dépréciation, et avons testé l'efficacité des procédures et des contrôles clés sur le déclassement des créances en douteux et le calcul des dépréciations.
Ces dépréciations sont enregistrées en fonction du risque de non-recouvrement. Elles sont déterminées individuellement et évaluées à partir de l'encours contentieux déduction faite des garanties.	En complément de ces tests sur les contrôles, nous avons : - examiné sur la base d'un échantillon de dossiers et par entretien avec la direction, les données et hypothèses retenues par la société pour déclasser et estimer la dépréciation à enregistrer sur ces dossiers ; - examiné les principales conclusions des comités spécialisés en charge du suivi des créances douteuses ; - circularisé les cabinets d'avocats afin de compléter l'analyse des dossiers douteux.
Compte tenu de l'activité exercée par votre société, nous considérons que l'évaluation des dépréciations sur les créances douteuses constitue un point clé de l'audit.	

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

• Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

• Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Informations -résultant d'autres obligations légales et réglementaires

• Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Auxifip par votre assemblée générale du 23 mai 2005.

Au 31 décembre 2017, nos cabinets étaient dans la treizième année de leur mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de l'entité Crédit Agricole Leasing & Factoring de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

• Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

- Rapport au comité d'audit de l'entité Crédit Agricole Leasing & Factoring

Nous remettons un rapport au comité d'audit de l'entité Crédit Agricole Leasing & Factoring qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit de l'entité Crédit Agricole Leasing & Factoring figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit de l'entité Crédit Agricole Leasing & Factoring la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit de l'entité Crédit Agricole Leasing & Factoring des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 25 avril 2018,

Les Commissaires aux Comptes :

MAZARS
Matthew Brown

ERNST & YOUNG et Autres
Hassan Baaj

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à la disposition du public au siège social de la société.